

# Le syndrome du Titanic, film de Nicolas Hulot

Par Laurence Villaume

« **L'homme ne consomme pas, il consume** »

Le film de Nicolas Hulot et de Jean-Albert Lièvre aurait tout aussi bien pu s'appeler : *Une Vérité qui dérange*, titre du documentaire par lequel Al Gore, vice-président des Etats-Unis et prix Nobel de la paix 2007, dénonçait le réchauffement global dû à la production humaine de gaz à effet de serre. Car *Le Syndrome du Titanic* dérange. Ce film, qui traite de l'écologie sous son aspect politique, remet en cause le modèle économique capitaliste ; un système qui a poussé à un productivisme débridé, fondé sur la croyance d'un monde aux ressources infinies et abandonnant sur la route ceux qui ne pouvaient pas suivre. « *On ne peut pas appréhender la crise écologique sans appréhender simultanément le social... Au-delà du constat de la crise écologique, il faut comprendre les causes. Elles sont profondément culturelles, liées à notre incapacité chronique à nous fixer des limites* » prévient Nicolas Hulot. Et de pointer du doigt les inégalités, sources des famines, du désespoir et des guerres. « *Comment se résigner quand on voit que le superflu des uns est sans limite alors que l'essentiel des autres n'est même pas satisfait ?* » se demande-t-il. En effet, comment se résigner tandis que le cap du milliard<sup>1</sup> d'êtres humains souffrant de la famine vient d'être franchi cette année, en 2009 ? Quand on sait que les deux cent vingt-cinq individus les plus riches de cette planète possèdent l'équivalent des revenus annuels des deux milliards et demi d'habitants des 47 pays les plus pauvres... ?

Les crises écologique, économique, alimentaire et climatique se combinent et nous mènent droit vers une crise de l'humanité, voire humanitaire, nous rappelle-t-il, nous poussant à nous interroger sur le sens du progrès : « *On a érigé un système qui court à sa perte car il fonctionne sur le principe d'une croissance exponentielle et de ressources infinies dans un monde qui, lui, ne s'étend pas... Pas besoin d'être un prix Nobel pour comprendre qu'on arrive au bout du processus.* » Pour sortir de cette logique destructrice, il faut que l'on repense le modèle de nos sociétés, basé sur une consommation matérielle sans mesure, que l'on comprenne qu'il faut remettre en cause ce processus de développement qui ne profite qu'à quelques-uns et se trouve être la cause du

---

<sup>1</sup> En 2009, 1,20 milliard. Selon la [FAO](#), la "quasi-totalité des personnes sous-alimentées vivent dans les pays en développement". Elles seraient "642 millions en Asie-Pacifique, 265 millions en Afrique sub-saharienne, 53 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes, 42 millions au Proche-Orient et en Afrique du Nord et 15 millions dans les pays développés".

laminage de nos ressources naturelles, de la pollution et de la dégradation de la biosphère. Mais il ne faut pas sous-estimer l'intérêt individuel et l'intérêt de classe, comme le rappelle Hervé Kempf, dans son excellent article paru dans le journal *le Monde* du 3 octobre 2009, nos élites ne veulent pas entendre l'évidence de la crise écologique et de la désagrégation sociale, susceptible de remettre en cause leurs intérêts ou leur position.

Mais alors faut-il perdre tout espoir ? Faut-il se résoudre à voir le navire sombrer et à continuer de danser pendant que l'orchestre joue ? Il nous faut changer de cap, dit Nicolas Hulot, apprendre à « *Préserver, partager, économiser les ressources, renoncer parfois à des rêves de grandeur. Car si nous ne changeons pas, la nature va procéder à des ajustements. D'abord au détriment des plus pauvres. De tous ensuite* ». Gageons que nos dirigeants auront bien des difficultés à répondre à ces questions lors du sommet de l'ONU sur le climat, à Copenhague : jusqu'où sommes-nous vraiment prêts à aller pour faire face à l'urgence climatique, pour aider financièrement et techniquement les pays en voie de développement – dont l'aspiration au progrès économique et social est légitime - à mettre en place des politiques industrielles, énergétiques et agricoles qui limiteront, pour réduire ensuite, leurs émissions de gaz à effets de serre ? Et dans nos pays industrialisés, avant de parler d'énergie renouvelable, de bio-carburants, et pour nous permettre de sortir du nucléaire, sommes-nous prêts à freiner nos dépenses énergétiques, à revoir nos comportements de consommateurs, à réduire notre confort ? Enfin, jusqu'où sommes-nous vraiment prêts à aller dans le renoncement ?